



« *La Voix Anticapitaliste* »
Nouveau Parti Anticapitaliste LOIRET
Comité d'ORLEANS
Mel : npa45@sfr.fr / Site : npa 45.org /
Twitter: @npa_45 / Facebook: NPA Orléans 45



Macron battu dans les urnes ! Battons-le dans les luttes sociales !

Les élections municipales sont une claque pour Macron. Sibeth Ndiaye a parlé de scores « extrêmement décevants », des représentants significatifs de La République en Marche ont été battus, à Orléans, à Tours, à Besançon, à Bordeaux et surtout à Paris.

Cela montre une fois de plus à quel point Macron et son gouvernement sont illégitimes. L'élection du Premier ministre Édouard Philippe au Havre ne peut pas cacher cet état de fait.

La gauche institutionnelle profite de la défaite de Macron

Cette débâcle profite à Europe écologie - Les Verts et au PS d'une part, à la droite Les Républicains d'autre part. Cela peut paraître paradoxal au moment où les institutions et les partis traditionnels sont discrédités. EELV et le PS ont réussi à gagner des mairies importantes en s'appuyant sur le rejet de la politique violemment réactionnaire de Macron et sur la recherche d'une alternative écologique dans le cadre de la grande crise climatique et du coronavirus. **Leurs victoires ne sont pas appuyées sur les mobilisations sociales, sur la construction d'équipes militantes dans le monde du travail. Et elles décevront, comme ont déçu Mitterrand, Hollande, Hidalgo.**

C'est bien loin de ce qui s'est construit dans la mobilisation contre la réforme des retraites, contre les violences policières et pour la santé. Dans le même temps, les listes présentées par le Parti communiste ont connu un échec ou ont servi de marche pied au PS, et la France insoumise a défendu des politiques très différentes suivant les villes.

Le danger de la droite et de l'extrême droite

À l'opposé, Les Républicains et le Rassemblement National, sans briller, montrent à quel point la droite réactionnaire ou fascisante possède un socle important, le RN prenant en particulier la ville populaire de Perpignan et les LR la ville d'Orléans !

Les échecs de Macron ce n'est pas une remontée mécanique du mouvement social. Si les mobilisations ne sont pas assez fortes, si la division perdure comme le 30 juin pour la lutte des hospitaliers à Orléans cela peut même au contraire, profiter à la droite et l'extrême droite.

Ce qui est en jeu, c'est notre capacité à faire face aux attaques que nous subissons, que ce soit les violences policières et racistes, la pénurie dans les hôpitaux alors que la deuxième vague de l'épidémie du coronavirus est toujours possible, les suppressions de postes dans le public comme dans le privé.

Orléans le 01 juillet 2020.

Dans les prochaines semaines, nous mettrons tout en œuvre pour construire ces luttes, pour qu'elles convergent, pour obtenir justice pour les victimes de la police, pour interdire les licenciements et partager le temps de travail en imposant les 32 h sans perte de salaire, pour imposer la création d'un million d'emplois dans la fonction publique, en particulier hospitalière.

Reconstruire une alternative en s'appuyant sur les luttes

C'est sur cette base que des perspectives politiques de rupture avec le capitalisme pourront être posées. Il s'agira en effet, de construire une alternative réelle, sur la base des mobilisations des Gilets jaunes, des luttes antiracistes et du monde du travail. L'élection de trois militantEs au conseil municipal à Bordeaux, dont notre camarade Philippe Poutou, en tête d'une liste liée aux mobilisations des Gilets jaunes, des quartiers populaires, des salariéEs, montre qu'il est possible de construire ce type de dynamiques et de proposer une alternative de rupture avec les politiques des classes dominantes, qu'elles soient avancées par la droite traditionnelle ou par la gauche institutionnelle.

VETO sur les Licenciements Pour l'emploi 32 h pour toutes et tous SANS PERTE DE SALAIRE

SANTÉ, ÉDUCATION, TRANSPORTS



**DU FRIC POUR
NOS SERVICES
PUBLICS !**

Airbus supprime 15 000 emplois dans le monde dont 5000 en France ! CA SUFFIT ! Aux actionnaires de payer !

Ce mardi 30 juin, la direction d'Airbus confirme la suppression de 15 000 postes dans l'ensemble de ses filiales, dont 5000 en France d'ici à l'été 2021. Justifiée par une crise économique dont nous ne sommes pas responsables, cette décision confirme également la nécessité de s'organiser pour 0 licenciement, 0 baisse de salaire, diminution du temps de travail à 32h sans perte de salaires pour travailler tous et pour la coordination des luttes dans l'aéro. Ce n'est pas aux travailleurs de payer la crise !

Supprimer 15 000 postes, soit 11% de ses effectifs à l'échelle mondiale, dont 5000 en France où l'activité est concentrée dans la région toulousaine, 5 100 en Allemagne, 1 700 au Royaume-Uni, 900 en Espagne et 1 300 répartis dans les autres filiales de la multinationale. En ce qui concerne les emplois en France, les suppressions de postes et les licenciements seront concentrés dans la branche « avions commerciaux » avec 3 488 postes et dans la branche Stelia Aerospace avec 1 464 postes. Au delà de la question de l'emploi, c'est la baisse des salaires qui va être au coeur des négociations. C'est tout l'enjeu de l'accord sur le chômage partiel prolongé, adopté en amont dans le secteur de la métallurgie et généralisé à l'ensemble de l'industrie, qui vise à mettre les travailleurs sous perfusion en suscitant une aide d'État qui, le moment venu, disparaîtra pour laisser place à ce qu'elle dissimule pour retarder la crise : des baisses de salaire. De même, comme on a pu le constater chez Derichebourg et plus récemment chez DSI, sous-traitants aéro, les Accords de Performance Collective (APC) sont le nouvel outil de préférence made in Macron pour imposer aux salariés des baisses de salaires et des licenciements différés dans le temps. Chez Derichebourg, où l'accord a été signé par le délégué syndical FO contre la volonté des salariés organisés en collectif, cela correspond à une perte sèche allant jusqu'à 500e par mois.

Plus que jamais, il est nécessaire d'unifier les rangs des travailleurs qui sont aujourd'hui en première ligne des attaques, dans l'aéro mais aussi dans le transport aérien avec la suppression de 7 500 postes chez Air France ou encore dans le tourisme avec 583 emplois menacés chez Tui France. Plus largement, le sort de tous les travailleurs étant lié par les mêmes dynamiques économiques capitalistes, il est nécessaire de coordonner les luttes qui s'organisent pour l'instant de manière divisée, comme on peut le voir au sein même du mouvement ouvrier entre les différentes entreprises d'un même secteur voire entre les différents sites d'une même entreprise, par exemple dans l'automobile.

Belleville-sur-Loire : Le projet de stockage des déchets nucléaires abandonné !

Deux ans après les premières révélations, EDF a finalement renoncé à entreposer ses déchets nucléaires sur le site de Belleville-sur-Loire, dans le Cher. Elus locaux et habitants s'étaient fortement mobilisés.

Le projet avait provoqué un tollé de la part des responsables régionaux, locaux, et des riverains. Une quinzaine d'associations s'étaient fédérées pour fonder la coordination "Piscine nucléaire stop" et mettre la pression sur les décideurs. Alors la région Centre Val de Loire, classée au patrimoine mondial de l'Unesco, est reconnue pour son exceptionnelle nature, et qu'elle porte déjà l'effort le plus important de France avec 4 centrales nucléaires implantées sur son territoire, il était inconvenable d'accepter un tel projet.

EDF doit présenter à la fin de l'année son projet 2020 pour soulager le site de stockage des déchets nucléaires de la Hague, qui arrive à saturation. Mais le président de région a été en mesure d'annoncer, ce 29 juin, que la région Centre-Val de Loire ne sera pas concernée par l'implantation d'une piscine de stockage. C'est une très belle victoire, pour nos habitants à mettre au crédit du combat des associations, des habitants et des élus locaux.

Hutchinson - Châlette sur Loing : Contre les suppressions d'emplois, diminuer le temps de travail à 32h, voire moins, pour travailler tous sans perte de salaire ! Embauchez les intérimaires !

Hutchinson, filiale du groupe Total, vient d'annoncer son intention de se débarrasser de près de 9000 travailleurs dans le monde, dont 6000 intérimaires. En France, de 800 à 1000 travailleurs en CDI seraient concernés sur 8400, auxquels il faut ajouter des centaines d'intérimaires, dont une partie a déjà été mise à la porte. Dans la région Centre, les usines de Châlette, Fleury-les-Aubrais, Châteaudun, Vierzon et Joué-lès-Tours emploient plus de 3000 travailleurs, intérimaires compris. C'est une vraie catastrophe pour les familles populaires de ces villes, dont deux détiennent déjà le record de chômage dans la région.

En avril, en pleine pandémie, Hutchinson et Total ont versé 1,8 milliard de dividendes à leurs actionnaires. C'est donc aux actionnaires, et à eux seuls, de payer la crise de leur système. Tous ces milliards, fruit du travail et de la sueur des travailleurs, doivent servir à maintenir tous les emplois. Et si le travail est en baisse, qu'il soit réparti entre tous les travailleurs, intérimaires, embauchés ou sous-traitants.

Une centaine de salariés châlettois seraient concernés par les départs en retraite anticipée. L'entreprise n'a pas eu recours au chômage partiel, mais a ponctionné 20 jours de congés annuels à chaque salarié, et elle a versé 400 millions d'euros en dividendes aux actionnaires. Cet argent aurait permis aux salariés d'être rémunérés pendant 40 mois et de laisser passer la crise annoncée jusqu'en 2023. " Mais selon les représentants syndicaux présents lors de cette réunion, ce sont plusieurs centaines de postes d'intérimaires et de personnels les moins qualifiés qui sont menacés à terme à Châlette.